



**Nombre de membres**

- Afférents au conseil : 15
- En exercice : 15
- Ayant pris part à la délibération : 14

**Date de la convocation :**  
23.06.2025

**Date d'affichage :**  
23.06.2025

Séance du 1<sup>er</sup> juillet de l'an 2025

Et le mardi 1er juillet 2025

A 18 heures, le conseil municipal de la commune de Monoblet, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Philippe CASTANON, Maire de Monoblet.

**Présents :** Karin BÉGÉ, Marc BOUCHET, Philippe CASTANON, Laurent CHARBONNIER, Sébastien FORESTIER, Jean-Paul GUIBAL, Sylvette LACOMBE, Pascal LEROY, Jacques LIN, Jacky MARTIN, Dominique RATTO-CRÉPIN, Sophie TEULADE

**Absents excusés :** Lydie VIALA donne procuration à Pascal LEROY, Élise VINCENOT-DUPRÉ à Karin BÉGÉ

**Absente :** Audrey BERNARD

**Secrétaire :** Pascal LEROY

**Objet : Enquête publique et enquête parcellaire champ captant du Palais**

*Rapporteur : Monsieur le Maire*

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers l'historique de ce dossier à savoir que la commune :

- a validé les périmètres de protection immédiats, rapprochés et éloignés, proposés par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

- est propriétaire de la parcelle délimitant le périmètre de protection immédiat,

De plus, Monsieur le Maire précise qu'aucune expropriation n'est à faire.

Monsieur le Maire soumet au conseil municipal le dossier d'enquête publique et d'enquête parcellaire au titre du code de la santé publique et propose aux conseillers de demander au Préfet de :

- bien vouloir prononcer l'ouverture de l'enquête publique préalable (conformément à la procédure du code de l'environnement) à la Déclaration d'Utilité Publique des opérations de mise en conformité des périmètres de protection de la ressource précitée et des enquêtes parcellaires préalables (conformément à la procédure du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique) à l'instauration des servitudes légales sur les terrains concernés par le périmètre de protection rapproché ;

- bien vouloir prononcer, après enquête publique, la Déclaration d'Utilité Publique des travaux de protection et l'instauration des périmètres de protection du champ captant du Palais.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des présents et représentés :

- Demande l'ouverture de l'enquête publique et de l'enquête parcellaire en vue de la déclaration d'utilité publique du champ captant du Palais ;
- Demande au Préfet de bien vouloir, après enquête publique, prononcer conformément au Code de la santé publique et au code de l'environnement :

> l'autorisation d'exploiter le champ captant du Palais pour destinée à la consommation humaine ;

Envoyé en préfecture le 04/07/2025  
Reçu en préfecture le 04/07/2025  
Publié le  
ID : 030-213001720-20250701-DEL2025043-DE

> l'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine pour la production et la distribution par un réseau public au titre de l'article L.1321-7 du code de la santé publique et au titre du code de l'environnement et ses articles L.215-13, L.181-1 et R.181-1 et suivants et R.214-1 ;

> la déclaration d'utilité publique (DUP) de l'exploitation de la ressource et de l'instauration des périmètres de protection pour le champ captant du Palais au titre des articles L.1321-1 à 8 du code de la santé publique, R.1321-1 à R.1321-64, en particulier pour l'établissement :

- × des servitudes dans le périmètre de protection rapproché afin de préserver la ressource en eau des pollutions éventuelles et,
- × des servitudes d'accès aux ouvrages ;

- Donne pouvoir au Maire ou à son représentant pour entreprendre toutes les démarches et signer tous les actes nécessaires pour la réalisation de ces opérations ;

Votants : 14  
Pour : 14  
Abstention : 0  
Contre : 0

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits,

Philippe CASTANON,  
Le Maire de Monoblet



M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)